

Procédure adaptée : N° 2025-05

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché :













MARCHE DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES

Organisme passant le marché :

URSSAF MIDI-PYRENEES
166 Rue Pierre-et-Marie Curie

31670 LABEGE

SIRET : 535 146 500 00017

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet :</u> MARCHÉ DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES</p>
	<p><u>Acheteur :</u> URSSAF MIDI-PYRENEES 166 rue Pierre et Marie Curie 31670 - LABEGE</p>
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	<p>Lieux suivants :</p> <p>SITE DE MONTAUBAN, 300 avenue du Danemark, Zone Albasud, 82000 MONTAUBAN</p> <p>SITE D'AUCH, 44 rue Victor Hugo, 32000 AUCH</p> <p>SITE DE CAHORS, 230 rue Hautesserre, 46000 CAHORS</p> <p>SITE DE FOIX, 4 rue Victor Hugo, 09000 FOIX</p> <p>SITE DE RODEZ, 9 avenue de bourran, 12000 RODEZ</p> <p>SITE DE TARBES, 15 rue Latil, 65000 TARBES</p> <p>SITE DE TOULOUSE, 166 rue Pierre et Marie Curie, 31670 LABEGE</p> <p>SUTE D'ALBI, 2 rue Gustave Eiffel, 81990 PUYGOUZON</p>
	L'accord-cadre est divisé en 9 lots.
	La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.
	<p><u>Tranches :</u> L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires :</u> Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	6
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	7
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 3. DURÉE	8
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE	9
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE	9
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
ARTICLE 6. ASSURANCES	9
ARTICLE 7. INTERVENANTS	9
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	9
7.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	10
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	11
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	11
8.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX	11
8.2. CONTENU DU PRIX	11
8.3. VARIATION DES PRIX	12
ARTICLE 9. AVANCE	12
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT	13
11.1. DÉLAI DE PAIEMENT.....	13
11.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	13
11.3. FACTURATION.....	14
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	15
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	15
ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE	15
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
14.1. UTILISATION DES RÉSULTATS.....	15
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	16
ARTICLE 15. ADMISSION	16
ARTICLE 16. DÉLAI DE GARANTIE	16
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	17
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ	17
ARTICLE 18. PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET À LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNÉES (DIT « RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES »)	17
18.1. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	17
18.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	17
18.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR.....	18
18.4. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-A-VIS DU TITULAIRE.....	19
18.5. ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS.....	19
18.6. SÉCURITÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	19
18.7. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES	20
18.8. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	20
18.9. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	20
18.10. SOUS-TRAITANCE.....	20
18.11. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL EN FIN DE MARCHÉ.....	20

18.12.	DOCUMENTATION ET AUDIT	21
18.13.	MANQUEMENT DU TITULAIRE.....	21
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	22
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	22
ARTICLE 20.	MESURES COERCITIVES	22
ARTICLE 21.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	23
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	24

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général,

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : MARCHE DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES.

Le présent marché concerne les prestations juridiques d'assistance, de rédaction, et de représentation pour les problématiques et contentieux que l'Urssaf Midi-Pyrénées rencontre dans les domaines du contentieux général de la sécurité sociale, du droit des suretés, des voies d'exécution, du droit commercial et du droit pénal. Devant les juridiction le titulaire a pour mission d'assister et de représenter l'Urssaf Midi-Pyrénées en action comme en défense.

Lieux de prestation du service :

- SITE DE MONTAUBAN, 300 avenue du Danemark, Zone Albasud, 82000 MONTAUBAN
- SITE D'AUCH, 44 rue Victor Hugo, 32000 AUCH
- SITE DE CAHORS, 230 rue Hautesserre, 46000 CAHORS
- SITE DE FOIX, 4 rue Victor Hugo, 09000 FOIX
- SITE DE RODEZ, 9 avenue de bourran, 12000 RODEZ
- SITE DE TARBES, 15 rue Latil, 65000 TARBES
- SITE DE TOULOUSE, 166 rue Pierre et Marie Curie, 31670 LABEGE
- SUTE D'ALBI, 2 rue Gustave Eiffel, 81990 PUYGOUZON

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des sûretés Zone Ariège ainsi que la Cour d'Appel de Toulouse":

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 30.000,00 € HT.

Lot 2 "Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des suretés Zone Aveyron ainsi que la Cour d'Appel de Montpellier":

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 40.000,00 € HT.

Lot 3 "Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droits des suretés Zone Haute-Garonne ainsi que la Cour d'Appel de Toulouse":

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 300.000,00 € HT.

Lot 4 "Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droits des suretés Zone Gers ainsi que la Cour d'Appel d'Agen":

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 50.000,00 € HT.

Lot 5 -Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des suretés Zone Lot ainsi que la Cour d'Appel d'Agen:

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 40.000,00 € HT.

Lot 6 “Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des suretés Zone Hautes-Pyrénées ainsi que la Cour d'Appel de Pau”:

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 70.000,00 € HT.

Lot 7 “Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des suretés Zone Tarn ainsi que la Cour d'Appel de Toulouse”:

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 70.000,00 € HT.

Lot 8 “Contentieux général de la Sécurité Sociale, contentieux commercial et contentieux des voies d'exécution et droit des suretés Zone Tarn et Garonne ainsi que la Cour d'Appel de Toulouse”:

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 50.000,00 € HT.

Lot 9 “Contentieux Pénal, général de la Sécurité Sociale, commercial, voies d'exécution, droits des suretés Zone Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne”:

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 200.000,00 € HT.

ARTICLE 3. DUREE

Pour l'ensemble des lots

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution :

Le bon de commande sera réalisé par un mail.

Le délais d'exécution du bon de commande suivront le calendrier de la procédure.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG prestations intellectuelles, le délai d'exécution du bon de commande part à compter de la réception du mail.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 2 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- le Bordereau de Prix Unitaire
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (*)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Mémoire technique

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Le titulaire fournira une assurance garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle, ainsi qu'une assurance garantissant les fonds qui lui sont confiés dans l'exercice de sa profession

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

8.2. Contenu du prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG prestations intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges, et les frais généraux (frais de reprographie, d'assurances, de téléphone ; frais de bureautique, frais de recherche ; d'affranchissement).

Les factures doivent faire apparaître :

- Le numéro de compte cotisant ;
- Le numéro de RG ;
- Le service bénéficiaire ;
- Description de la prestation (conseil, représentation, assistance..) ;
- Le numéro de lot

S'agissant du droit de plaiderie (droit de robe) : En vertu de l'art R652-26 du Code de la Sécurité Sociale, le droit de plaiderie est exigible devant les juridictions administratives de droit commun et les juridictions de l'ordre judiciaire. Toutefois, il n'est pas dû devant les juridictions statuant en matière de contentieux de la Sécurité sociale.

Le droit de plaiderie (en cas de facturation (JEX, Commerce par ex)) devra faire l'objet d'une ligne distincte au sein de la facture.

L'avance des timbres fiscaux : les timbres fiscaux sont achetés par l'avocat qui en demande ensuite le remboursement à l'Urssaf Midi-Pyrénées. Il les facture au service bénéficiaire, en indiquant le dossier concerné et joint les justificatifs. Il sera précisé qu'il n'existe pas de timbres fiscaux en matière sociale.

Le titulaire du marché devra recourir aux Commissaires de Justice conventionnés avec l'organisme. Les actes signifiés par ces derniers à la demande de l'avocat feront l'objet d'une facturation séparée. Le Commissaire de justice par EDI, par mail sur une messagerie dédiée et le titulaire du marché via chorus pro et une boîte mail dédié.

En cas de déplacement pour plusieurs dossiers à une même audience, les frais de déplacement ne devront être facturés et justifiés que pour un dossier.

Les frais de déplacement, pour des plaidoiries hors ressort de la Cour d'Appel, devront faire l'objet d'un accord de la part de l'Urssaf.

8.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,85 * \ln/lo + 0,15$

où

ln = indice 10769297 - Indice de production dans les services - Activités juridiques (NAF rév. 2, niv. groupe poste 69.1) en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède le mois d'exécution de la prestation

lo = indice 10769297 - Indice de production dans les services - Activités juridiques (NAF rév. 2, niv. groupe poste 69.1) en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 105%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 9. AVANCE

L'option A du CCAG Prestations Intellectuelles est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : URSSAF MIDI-PYRENEES

SIRET : 53514650000017

Les factures seront déposées à la fois sous chorus pro et transmise par mail sur une boîte mail dédiée.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Barthelemy MARTINEZ

Directeur financier chez Urssaf Midi-Pyrénées

URSSAF MIDI-PYRENEES

166 rue Pierre et Marie Curie

31670 LABEGE

Tél. : 0562253147

Fax : 0000000000

11.2. Modalités de règlement des comptes

Contenu de la demande de paiement :

Les factures dématérialisées sont déposées sur le portail Chorus Pro :

Urssaf Midi-Pyrénées

SIRET 535 146 500 00017.

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. L'Urssaf Midi-Pyrénées pourra rejeter une facture qui ne serait pas transmise par ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro et doublé par un envoi mail de la facture sur la boîte mail dédiée.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG prestations intellectuelles, En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG prestations intellectuelles, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire par mails . Le mail vaut bon de commande et comportera les mentions suivantes :

- le numéro du marché ;
- la date du mail qui vaut bon de commande ;
- la référence du dossier
- le numéro RG / Parquet le cas échéant ;
- le nom et le prénom du cotisant
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Le titulaire accuse réception dans les 48 heures ouvrés par retour de mail.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1. Utilisation des résultats

Conformément au chapitre VI du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 15. ADMISSION

Dans les 2 mois, l'acheteur procédera aux vérifications et notifiera sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

ARTICLE 16. DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 30 du CCAG prestations intellectuelles, aucun délai de garantie n'est applicable à ce lot.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Obligation de confidentialité :

5.1.1. Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

5.1.2. Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

5.1.3. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

5.1.4. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 18. PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LA LIBRE CIRCULATION DE CES DONNEES (DIT « REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES »)

18.1. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent Marché, le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur. A ce titre, les Parties déclarent que le titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « *Règlement* » ou « *RGPD* ». De son côté, l'acheteur agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

18.2. Description du traitement(s) des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : MARCHE DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES.

La ou les finalité(s) du traitement sont MARCHE DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES.

Les catégories de personnes concernées sont les correspondants en charge de MARCHE DE PRESTATIONS JURIDIQUES D'ASSISTANCE, DE REDACTION ET DE REPRESENTATION, POUR LES PROBLEMATIQUES ET CONTENTIEUX DE L'URSSAF MIDI-PYRENEES.

La durée de conservation des données est la suivante : la durée du marché.

18.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Dans le cadre du présent Marché, le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'acheteur ou ne permettrait pas au titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'acheteur sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'acheteur aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du Marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'acheteur préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'acheteur du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent Marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'acheteur et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du Marché, le titulaire doit communiquer à l'acheteur l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

18.4. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article « *description du traitement(s) des données à caractère personnel* » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le titulaire.

18.5. Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'acheteur dans le cas où l'acheteur mène, pendant la durée du Marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 dudit Règlement.

Il apportera également assistance à l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

18.6. Sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du Marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du Marché, le titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'acheteur, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée du Marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

18.7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

18.8. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à informatiqueetlibertes.mipy@urssaf.fr.

18.9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

18.10. Sous-traitance

Toute opération de sous-traitance envisagée par le titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « *Sous-traitance* » du Marché.

En outre, dans cette hypothèse, le titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « *Protection des données à caractère personnel* ». Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

18.11. Données à caractère personnel en fin de Marché

Au terme du Marché, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

18.12. Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

18.13. Manquement du titulaire

En cas de non-respect par le titulaire des obligations visées à l'article « Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur » du présent Marché, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'acheteur pourra décider de résilier le Marché aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Pénalité pour non remise dans les délais des conclusions

150 € par jour de retard sans mise en demeure préalable

Pénalité pour non remise dans les délais du compte rendu d'audience

150 € par jour de retard calendaire à compter de la date d'audience, sans mise en demeure préalable

Pénalités pour non remise dans les délais de la copie des décisions de la juridiction

150 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable

Pénalités pour non remise de tous documents relatifs à une procédure

150 € de retard par jour calendaire, sans mise en demeure préalable.

Pénalités pour retard dans les délais d'exécution

200 € par jour de retard calendaire sans mise en demeure.

Pénalité pour non-représentation à une audience

200 € par manquement

Pénalité journalière pour le retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG prestations intellectuelles, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

27.1. L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par

l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

27.2. S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

27.3. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

27.4. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE

Fax : 05 34 31 79 79

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

TRIBUNAL JUDICIAIRE

Fax : 05 34 31 79 79

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

- Il est dérogé à l'article 3.7 du CCAG Prestations Intellectuelles.
- Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.
- Il est dérogé à l'article 10.1.3 du CCAG Prestations Intellectuelles.
- Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Prestations Intellectuelles.
- Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.
- Il est dérogé à l'article 30 du CCAG Prestations Intellectuelles.